

## Déclaration CTSD 02 février 2012

Quitte à passer pour d'indécrottables passésistes, voire des conservateurs bornés, nous voudrions profiter de ce premier CTSD pour faire une déclaration... d'amour à une vieille dame vénérable : l'école de la République.

Si nous y sommes très attachés, cette respectable personne ne semble cependant pas recevoir recevoir de tous, tous les égards qui lui sont dus. Elle est même sérieusement malmenée par les politiques qu'on lui fait subir depuis au moins 5 ans..

Mais est-ce être passéiste que de garder en tête que l'école de la République c'est l'école qui se propose d'organiser l'égalité d'accès à l'éducation pour tous les élèves et même de compenser les inégalités de départ ? Que l'école de la République a servi d'ascenseur social durant des décennies aux élèves des milieux les moins favorisés ? Que l'école de la République a longtemps été un facteur de progrès et d'émancipation ? Si c'est cela être conservateur, soit. A tout prendre, nous préférons cette position à celle consistant à se réjouir de la mise en place d'un système scolaire à deux vitesses avec d'un côté l'école du socle pour le plus grand nombre et de l'autre quelques poches d'excellence réservées aux enfants de l'élite. Cette affirmation n'est pas une simple vue de l'esprit puisque dans des secteurs entiers du département des élèves n'ont plus le choix de leur deuxième langue vivante alors qu'ailleurs se créent des sections bilingues langues rares qui ont pour objectif réel de reconstituer les défunctes classes de niveaux. On sait bien que la sélection à l'entrée de ces classes par lettres de motivation des parents aboutira à l'exclusion des élèves issus des familles maîtrisant le moins bien l'utilisation écrite de la langue française. En pareil cas où se situe le vrai conservatisme ?

Comment ce système dual se met-il place en place ? Par une réduction constante depuis des années des moyens alloués aux établissements. On nous objectera que la Sarthe est la mieux dotée de tous les départements de l'académie mais que pour autant les résultats n'y sont pas meilleurs. Mais cette analyse ne tient pas compte de la spécificité sociale de la Sarthe qui a subi de plein fouet la politique de désindustrialisation et les pertes d'emplois corrélatives. D'après les chiffres de l'INSEE, le taux de chômage en Sarthe est nettement supérieur à la moyenne régionale : il était au 3e trimestre 2011, de 8,7% dans notre département pour une moyenne régionale de 7,8 %. Or on sait bien qu'il y a un lien direct entre conditions sociales et réussite scolaire et le supplément de dotation existait précisément pour tenir compte de cette situation.

Et ce ne se sont pas des réorganisations qui combleront ces handicaps. Les mises en réseau ne résoudront pas les questions matérielles des classes de sciences devenues trop petites pour accueillir et mettre en activités tous les élèves. D'une manière générale, les effectifs lourds, comme le souligne l'enquête Piketty reprise dans un article paru dans Sciences et Vie, nuisent aux résultats des élèves. Ces mises en réseau ne permettront pas non plus d'offrir à tous une formation variée et de proximité.

La réduction des moyens dégrade la qualité d'enseignement en ce qu'elle dégrade aussi les conditions de travail. La multiplication des compléments de service engendre une véritable souffrance au travail de collègues qui traversent de graves phases de démotivation. Ceci nuit bien évidemment à l'implication dans les

établissements et à la qualité du service rendu. On peut également pointer une autre conséquence inquiétante, nombre de nos collègues renoncent à une partie de leur salaire en passant à temps partiel pour échapper à ces compléments de service. Nous en sommes passés au « travailler moins pour gagner moins ». L'école n'est pas seulement devenue un ascenseur social en panne pour les élèves, elle est aussi devenue un descendeur social pour ceux qui y exercent.

L'école de la République c'est aussi celle qui est laïque depuis les lois Jules Ferry. Celle qui, pour réussir la cohésion sociale de la nation, a attribué une place claire à chacun : l'instituteur à l'école, le prêtre à l'église et le Maire à la mairie.

Or, ces repères utiles à tous sont de plus en plus fréquemment brouillés et nous en avons même un exemple flagrant dans le département avec une exposition sur la Bible conçue par une association culturelle se prévalant d'un soutien de l'éducation nationale et prévue pour être présentée dans l'enceinte d'un lycée public d'enseignement, le lycée Montesquieu. Quitte à apparaître une fois encore pour rétrogrades nous voyons dans cette confusion des genres une attaque grave au principe de laïcité. Il faut dire qu'en la matière l'exemple vient d'en haut. Du chef de l'État lui-même qui, lorsqu'il fut intronisé chanoine de Latran, déclara qu'il faisait plus confiance aux prêtres qu'à l'instituteur pour inculquer des valeurs morales à la jeunesse. Mais alors, qui est rétrograde ? Ceux qui veulent revenir à la situation préexistante à la loi de 1905 de séparation de l'Eglise et de l'État ou ceux qui considèrent que dans une société moderne les deux sphères ne doivent pas interférer ? Nous situant dans ce deuxième camp, nous exigeons que cette exposition trouve un autre lieu d'accueil, un lieu qui ne soit pas un établissement public d'éducation.

Pour finir, l'école de la République c'est aussi l'école de la démocratie, c'est-à-dire de l'écoute, du débat, et du dialogue. Il faudrait que tous les acteurs s'en souviennent y compris lorsqu'il s'agit du dialogue social. Nous réaffirmons ici solennellement notre volonté d'être considérés comme des interlocuteurs devant être respectés en tant que représentants élus des personnels. Toute pratique visant à nous contourner, à nous court-circuiter par des interventions prématurées dans les médias ou à ne jamais prendre en compte nos propositions sont des pratiques inacceptables et que nous dénoncerons chaque fois comme il se doit.